

AGA 'INFOS

n°05

Club de réflexion et action

Numéro spécial

Compte rendu de l'AG extraordinaire du 20 janvier

Suite aux attentats de Paris du 7 au 9 janvier 2015

Un débat d'A Gauche Autrement

Ce débat a eu lieu le 20 janvier 2015, réunissant des adhérents et sympathisants du club. Nous avons échangé pendant 2h30... et il n'est pas possible d'en donner des « minutes » en compte-rendu. Il s'agit ici seulement de noter l'esprit d'un échange très riche et libre.

Pour introduire le débat (B Vennin)

Nous vivons, depuis de longues années, une situation de crise, une crise économique certes, mais plus généralement une crise société, une crise face à notre futur. Nous en connaissons les signes et les conséquences sur le chômage, la dureté du travail, les difficultés de la vie quotidienne. Et les attentats de Paris « rajoutent de la crise » (parfois de l'angoisse) à cette situation. Le sentiment d'« unité nationale » nous a donc rassemblés. Mais nous ne pouvons pas nous contenter de serrer les rangs face au terrorisme. Nous pouvons réagir, évoluer avec nos concitoyens point par point, problème par problème. La « crise » n'est pas « fatale », mais nous ne pouvons ignorer que la difficulté est plus fortement éprouvée par ceux qui sont mal insérés ou aux marges de notre société. Il y a eu manifestement une sorte de retrait d'une large fraction de celles et ceux qui sont issus de l'immigration de ces 50 dernières années, de culture sinon de religion musulmane, qui se sont sentis stigmatisés et qui pour nombres d'entre eux vivent dans une situation de fait de « relégation » dans des « quartiers », des zones urbaine difficiles à vivre. Et par ailleurs ces attentats marquent une constance dans la progression réelle et inquiétante de l'antisémitisme. Djihadisme et antisémitisme sont liés pour alimenter l'inquiétude, le mal-être et la violence. C'est dans ce

contexte qu'il faut placer notre réflexion sur les attentats de Paris et en tirer des leçons politiques¹.

Nous aurions tort de minimiser ce retrait marqué d'une partie de la population de notre pays : l'injonction faite « aux musulmans » ne va pas de soi. Et pas davantage le recours au principe de « laïcité ». Il ne s'agit pas de l'oublier, mais de le faire vivre dans une société où les envies et les conditions de le vivre sont fort différentes de celles qui prévalaient en 1905, au moment du vote de la loi qui le fonde. Cette loi n'est pas un outil pour lutter contre l'immigration, mais pour permettre le « vivre ensemble » sans uniformité, dans le respect des identités culturelles de chacun. Et d'ailleurs l'immigration n'est pas « le problème » : c'est la place des descendants des immigrants qui est en cause, 52 ans après la fin de la guerre d'Algérie, point final de l'ère coloniale de notre pays.

Derrière le trouble profond qui semble nous saisir, il y a l'exigence de *réévaluer* notre appréciation, la place de notre pays dans le Monde, réévaluer nos propositions politiques. « La crise » doit aussi être lue comme une crise des modes de vie, d'échange et de communication, bref une crise de civilisation ou d'avenir, qui devrait nous conduire à réfléchir pour approfondir notre démocratie. Elle est aussi le reflet d'un réel désinvestissement de l'action publique asservie par l'impératif de compétitivité, négligeant cette priorité qu'est la dimension humaine. La dimension sociale et éducative est ainsi oubliée, laissant sur le bord du chemin les personnes et les territoires qui ne peuvent trouver place dans le jeu de la concurrence !

Au prisme de la communication « moderne », perçue comme permettant de tout apprendre et expliquer instantanément et de dégager des opinions et solutions d'application immédiate, nos perceptions du Monde

1 En écartant, pour ce débat, la question des politiques de sécurité pour lesquelles nous n'avons guère de compétences

évoluent sur un tempo différent de celui des structures économiques et politiques. Dès lors, le discours qui oscille entre les règles de droit, la morale républicaine et la laïcité comme principes de vie et fondement de nos institutions, a bien du mal à convaincre ceux qui sont « relégués ». Au-delà de l'événement, cette approche de notre crise est insuffisante.

Que tous ne se déclarent pas « Charlie » n'a rien d'étonnant ni de choquant. Personnellement « je ne suis pas Charlie », quoique j'ai défilé 3 fois dans la semaine pour me joindre à une protestation fondamentale, parce que je pense que la liberté de la presse est précieuse, mais n'implique pas Nécessairement la provocation répétée sans modération². Et, comme le dit notre ami J Ion, le « mot d'ordre "*Je suis Charlie*" (et non "*Nous sommes*") va dans le sens de la manifestation d'un Je singulier accroché à un espace public commun ; comme précédemment les mouvements des "*Indignés*" ceci témoigne de cette émergence - que je pense durable - de l'individu en tant que personne dans l'arène politique ». Le problème est alors posé de cette partie de l'espace commun qu'est la politique et de la manière dont on la pratique.

Avant de faire place au débat, je reprends une idée plusieurs fois avancée : il faut changer notre façon, nous membre du club politique A Gauche Autrement, de penser la politique – et donc d'en parler et de la pratiquer. Lors de divers échanges nous en avons parlé. Je cite pour mémoire ce que nous disait J Perroux à propos du Conseil de quartier et des associations du Crêt de Roc et de la capacité de ses interlocuteurs à entreprendre des actions, pas nécessairement pensées comme politiques mais qui, de fait y conduisaient. Ou encore la revue que j'ai faite du salon « Tatou Juste³ », revue dans laquelle je disais que ce salon pouvait conduire à des formes de politisation, quoique ce ne soit pas son but évident. Mais aussi, et de manière plus forte, notre club a adhéré en 2014 au « collectif Roosevelt » dont l'inspiration me paraît proche de la nôtre, mais qui refuse de s'engager dans des batailles électorales et partidaires. Il ne s'agit pas de nous désintéresser de l'actualité politique et nous continuons à y participer quand c'est nécessaire. Il s'agit de rejoindre nos concitoyens sur des terrains qui élargissent notre champ et notre discours politique.

2 Et d'ailleurs sa reprise partout dans le monde montre que ce « bon slogan » est fondé sur une ambiguïté majeure : beaucoup de ces charlie-là n'ont rien à voir avec la laïcité, ou la devise de notre République !

3 Salon tenu à St Etienne en novembre 2015

Débat

Impossible de reprendre point par point ce que chacun a dit, sachant qu'une vingtaine de participants sont intervenus. Donc nous regroupons le compte-rendu par thèmes abordés pour les évoquer.

Le thème de la laïcité est apparu fortement : une particularité précieuse de la France qui permet le vivre ensemble. Elle ne saurait être « coercitive », elle permet de distinguer la croyance et le croyant (ou l'incroyant) et ouvre la possibilité de s'exprimer, ce qui est aussi l'un des sens de « je suis Charlie ». On peut critiquer la religion musulmane mais le croyant est respectable dans son être et sa croyance. Et il y a peut-être des aménagements à faire dans l'application de la loi de 1905 car elle fonde des institutions et pratiques pour une France qui, à l'époque, ne comptait quasiment pas de musulmans. Et par ailleurs il est nécessaire d'enseigner à l'école le fait religieux afin que chacun puisse en comprendre la place dans la société. Sans oublier que la question de la laïcité concerne aussi bien les chrétiens (particulièrement les catholiques dans notre pays et les juifs. Quoiqu'il en soit

Puis celui des personnes issues de l'immigration

« Il n'y a pas de monde musulman »⁴ ; il n'y a pas de délit de blasphème dans le Coran. Mais la grande majorité des musulmans n'ont pas manifesté après les attentats quoiqu'ils y soient opposés et qu'ils en souffrent collectivement. Ainsi peut se poser la question de leur place dans la société, plutôt par l'anathème que par le débat, avec un fort effet de réverbération de la situation dans les « quartiers » qui ne sont pas « musulmans » mais confinés ou relégués. En outre la tentation du djihadisme se manifeste plus largement : les jeunes qui partent au djihad ne viennent pas (ou pas seulement) des « quartiers ». Il s'agit bien d'une question au-delà du seul « confinement ». On trouve là aussi le problème des modes de communication et de la façon dont s'érige une vérité chez un individu ou dans un groupe. Enfin « l'individu » n'est pas une production du Nord (face au Sud) mais de la société, production qui a de forts effets sur l'exercice de la démocratie.

L'éducation est sur la sellette. Tant qu'elle permet « d'aller plus loin » elle motive enfants et parents, mais c'est plus difficile maintenant. Ce n'est pas seulement le travail des maîtres. Il faut soigner

4 C'est du moins l'opinion des spécialistes de l'Islam, qu'ils soient eux-mêmes originaires de ces milieux ou non musulmans, par exemple Abdennour Bidar ou Olivier Roy.

l'apprentissage de la langue, du vocabulaire, y associer les parents, intervenir et parler dans les écoles et les collèges. C'est aussi vrai quand il s'agit par exemple de l'Aide Sociale à l'Enfance.

Il faut aussi que les enseignants apprennent le travail en groupe (pour eux-mêmes, pour les élèves). Mais il est vrai que cette accumulation de tâches qu'on leur délègue est aussi source de difficultés. Ce n'est pas seulement une question de « moyens » mais aussi d'investissement des groupes sociaux, des personnes dans ces tâches.

On peut joindre à ce « chapitre » la politique sociale, plus gérée que pensée, par exemple dans les questions d'aide à l'enfance. L'éducation et la fabrication du consensus ne se réduisent pas aux tâches de l'école et des enseignants.

L'économie et la crise

Moins abordée dans le débat, elle fait cependant l'objet de rappels insistants. C'est mieux quand on a possibilité de trouver du travail, dans des conditions de rémunération et de qualité... acceptables. La robotisation, la mondialisation changent la nature et la place du travail dans la société. L'absence d'offre, les modes d'éducation, l'enkystement dans le chômage provoquent une désocialisation et un mal vivre qui se traduisent aussi en questions de sécurité et d'appartenance à notre société. Or le « travail » ne se réduit pas à « l'emploi », ce que collectivement nous percevons mal. Ne pas oublier l'économique en tant que telle et les questions concernant les choix financiers et économiques majeurs... Ni que l'économique doit donner à chacun sa dignité par le travail et veiller à une juste et efficace répartition de la richesse.

Les cités et la politique de la Ville

Et puisqu'on parle de « quartiers », de « cités » on peut aussi réévaluer ces politiques qui à l'usage finissent par être stigmatisantes. Trop fléchée et rongée par l'utilisation (politique et/ou personnelle)

dont elle est l'objet, la politique de la ville finit par contribuer à cet « enkystement »...

La synthèse n'est pas simple. Mais au moment de conclure sur ce thème, deux de nos précédents présidents du club ont rappelé des points essentiels qui, sur le long terme, sont présents dans nos activités de club. Il faut les rappeler parce qu'elles sont tout à fait liées au sujet de ce débat :

Ne raisonnons pas seulement, à propos d'avenir, sur l'école et l'éducation. La question de la démocratie et de sa pratique est essentielle car, à certains égards, c'est elle qui permet d'ajuster... les modes d'éducation et leur mise en pratique ! Et la démocratie est d'abord une forme de confrontation.

Nous sommes dans le monde d'aujourd'hui et il faut tenir compte de nos histoires diverses, des questions de générations, de façon à les réinvestir sans liquider l'histoire (la grande avec un H et la nôtre) : l'école, l'éducation et la famille, la laïcité, l'éducation populaire sont des réalités utiles et vivantes, dont il faut se ressaisir, telles qu'elles sont, et les vivre au présent et dans l'avenir.

Ajoutons que notre conception de la politique doit s'adapter à l'état de notre monde et à la manière dont nous vivons, sans « perdre le nord » de nos convictions. La politique n'est pas le tout de la vie, mais c'est un passage obligé. Citoyens nous ne pouvons-nous en désintéresser si nous voulons rester en démocratie alors même que beaucoup sont tentés par le repli ou des perspectives très éloignées de ce que peut produire notre démocratie. Pour faire vivre la devise de notre République dans un cadre démocratique, il faut à la fois ne pas oublier nos utopies et rechercher les consensus nécessaires pour y parvenir. Rude exercice !

Quoiqu'il en soit, le CA d'AGA se saisira de cet ensemble en vue de dégager des pistes de réflexion et d'action dont notre Club pourrait prendre l'initiative en y associant nos adhérents et d'autres partenaires associatifs ou politiques.

Le site d'AGA : <http://agaucheautrement.hautetfort.com/>

Notre participation à l'élection départementale de mars 2015

Après notre échange sur les attentats Charlie et Hyper-Casher, le 20 janvier, nous avons plus brièvement abordé la question des élections départementales qui auront lieu en mars 2015.

Cette question avait au préalable été abordée par le CA du Club.

Dans la conjoncture présente, le risque est fort que « la gauche » dans son ensemble soit à peine ou pas du tout représentée dans la nouvelle assemblée, au profit de l'UMP, de ses alliés et du FN, soit une situation qui pèserait très lourd dans la suite des échéances électorales. Nous n'avons aucun intérêt à

laisser liquider de manière durable « la gauche », quelles que soit par ailleurs les lourdes critiques que nous lui adressons. Le CA n'est pas tenté du tout par la politique de la terre brûlée « à gauche ». Elle priverait aussi le conseil départemental de l'expérience de nos (rares) élus (Jean Bartholin, Bernard Jayol), expérience qui serait pourtant bien utile pour défendre notre travail, notre manière de penser et d'agir pour une démocratie « territoriale » et, rappelons, le pour peser sur l'évolution des textes (pas encore aboutis) et de la pratique de la décentralisation. D'où les 2 propositions suivantes.

1- Nous sommes actuellement « présents » dans deux cantons du Roannais où nous avons un électorat réel, ne serait-ce qu'en raison de la qualité et de la fidélité des engagements passés de Bernard et Jean. Ceci conduit d'une part à présenter la candidature de Jean Bartholin, conseiller sortant dans le canton qu'il représente depuis 1998. En cas de résultat favorable, il pourra mettre son expérience au service de cette nouvelle institution et ensuite la transmettre à son suppléant, Yves Rimoux (maire de Changy et militant de gauche non encarté), assurant le possible renouvellement d'élu qu'il juge bien nécessaire, y compris pour lui-même. Et d'autre part à présenter, pour tenter de passer le flambeau de B Jayol (qui a décidé de ne pas se représenter) à un duo de Pascale Vialle-Dutel (AGA) et d'Eric Michoux (PS adjoint au maire de Riorges et fidèle compagnon de Bernard) chacun-e avec bien sûr, un suppléant.

2- Ailleurs, nos positions sont faibles. Pour éviter le 40 à 0, ou le 37 à 3 (hypothèse et non prédiction !), la majorité du CA estime que nous pouvons participer, par le biais de la suppléance, de Laetitia Valentin pour Nadia Semache, co-titulaire avec Jo Ferrara, sortant PS, et peut être un-e ou 2 autres selon les contacts en cours, notamment à Saint

Chamond. Elle a fait l'objet d'une discussion, et non d'une « négociation », avec les représentants du PS et d'EELV, car nous ne sommes pas (faut-il le redire?) un parti et notre but n'est pas d'abord d'avoir des élus. *Dans ce cas de figure cela veut simplement dire que nous ne jouons pas la politique de la terre brûlée.*

Nous savons par expérience qu'il est long et difficile de conquérir la légitimité électorale, tant dans les scrutins que dans le travail concret de l'élu-e. Et parmi nous il y a des personnes de valeur qui peuvent contribuer à notre travail de club. Nous n'avons pas l'ambition de devenir « un grand parti », mais seulement celle de pouvoir mettre au service de nos concitoyens-ne-s des militant-e-s défendant concrètement des valeurs, les nôtres ! Ils seront alors les témoins de notre façon de penser la politique qui, malheureusement, n'est toujours pas celle du PS et de la gauche des partis sous toutes leurs étiquettes. Elle n'est pas sans risques de lourdes déceptions, mais elle permet d'éviter de nous contenter d'avoir une tête sans bras, « de bonnes idées » sans moyen de les pratiquer. Nous avons souvent dit, d'ailleurs, que « la politique est un art d'exécution ». C'est bien le cas dans ce dispositif.

Cette réflexion et prise de position a mis du temps à se dégager parmi nous. Mais nous pensons qu'elle est conforme à l'histoire et aux engagements de notre club depuis sa création fin 1991. Elle a été adoptée par l'AG extraordinaire que nous avons tenue ce 20 janvier 2015

Nous vous tiendrons au courant des suites concrètes.
Très cordialement.

Le CA d'A Gauche Autrement.

Petit rappel pour les « nuls »,

et d'ailleurs pour tous en matière d'élection.

La réforme votée par la majorité actuelle de l'Assemblée Nationale, fait que :

Il y aura 21 circonscriptions dans la Loire, au lieu de 40 avant la réforme

Chaque circonscription sera dotée de 2 élus, un homme et une femme ayant chacun-e un suppléant de son sexe (de son genre faut-il dire?), soit 42 élus (40 avant).

L'élection se fera au scrutin majoritaire à 2 tours, donc avec deux élus H+F et 2 suppléants idem sur un même bulletin de vote. Ni panachage, ni proportionnelle.